Déclaration des réalisateurs sur la participation de Nadav au FID

La 37e édition du FID Marseille se tiendra du 7 au 12 juillet 2026.

Le festival a choisi de consacrer une part importante de sa programmation à la Palestine et au monde arabe, dans un contexte marqué par bientôt trois années de génocide à Gaza, la poursuite de la colonisation de la Palestine, la logique de la terre brulée au Liban ainsi que l'occupation de nouveaux territoires en Syrie.

Et c'est dans ce contexte que nous refusons l'insistance des festivals à produire une symétrie, dans leurs invitations et leur programmation, entre productions Palestiniennes et Israéliennes.

La direction du Fid n'a pas voulu entendre "faute de temps", les arguments de cinéastes, productrices, producteurs et intervenant.es invité·es.

Une programmation engage une vision du monde, c'est un geste politique, qu'elle le revendique ou non. Les récits palestiniens, les archives des luttes arabes et la mémoire des peuples colonisés ne peuvent être mobilisés comme de simples signes d'ouverture qui alimentent la bonne conscience. Le courage politique ne se mesure pas au nombre ni aux films programmés, mais à la capacité de prendre acte des rapports de pouvoir. C'est au nom de cette responsabilité que nous nous sommes mobilisé·es et que nous continuerons à refuser toutes les formes de normalisation qui mettent sur un même plan colonisés et colonisateurs.

Placer côte à côte, dans un même espace de représentation, des récits palestiniens et israéliens, comme s'ils relevaient d'une stricte équivalence, efface les rapports de pouvoir, l'Histoire et les conditions matérielles desquels ces récits émergent. Cette mise en parallèle affirme une égalité de position mensongère.

Depuis des décennies, les institutions culturelles européennes se donnent pour mission de créer des espaces de dialogue entre Palestiniens et Israéliens, au nom de la coexistence et de la compréhension mutuelle. Présentées comme des initiatives artistiques, ces rencontres lavent le bain de sang et ne remettent pas en cause le rapport colonial. Depuis, des générations de cinéastes palestiniens et arabes résistent à ces dispositifs largement exercés par les politiques euroméditerranéennes engagées dans le processus de Barcelone de 1995[1].

Ce que nous avons refusé au FID s'inscrit dans cette même résistance. Notre position s'appuie sur les règles claires du boycott culturel portées par la société civile palestinienne – un boycott qui ne juge pas le contenu des œuvres mais leurs conditions de production et de financement[2].

Israël mène depuis des années une stratégie d'image internationale, le « Brand Israël » qui mobilise la culture comme outil de communication. Financer les voix dissidentes fait partie de cette stratégie : permettre à des cinéastes critiques de circuler dans les espaces culturels européens pour entretenir l'image d'une démocratie vivante, tant que ces voix ne remettent pas en cause le projet sioniste lui-même.

Lorsque les dominés refusent de partager un espace avec le représentant d'un État qui les opprime, c'est souvent le dominant qui est présenté comme victime de censure. Cette inversion des rôles n'est pas un accident mais sert à discréditer la résistance à la normalisation. Encore une fois, le débat se déplace de la Palestine vers la liberté d'expression, et les Palestiniens doivent justifier leur refus au lieu d'être entendus.

En France, les voix palestiniennes et les actions de solidarité avec la Palestine ont toujours subi une violente répression qui ne cesse de se renforcer : accusations d'apologie du terrorisme, poursuites, interdictions de manifestations, marginalisation médiatique et culturelle. Dans le même temps, des

artistes israéliens critiques de leur société ont bénéficié d'une visibilité considérable. Pourquoi la France semble-t-elle plus disposée à entendre la critique d'Israël lorsqu'elle est portée par un Israélien que par celles et ceux qui subissent un génocide ? Les institutions culturelles françaises continuent de hiérarchiser les paroles légitimes et de définir qui peut parler de la Palestine, et depuis quelle position.

Pour les institutions culturelles européennes, l'échange et la liberté d'expression sont présentés comme des valeurs universelles qui devraient prévaloir en toute circonstance, et tout refus de dialoguer comme un problème. S'arroger le pouvoir de définir seul les règles de la rencontre, son moment et ses conditions, repose sur une idéologie eurocentrique. Aujourd'hui, notre priorité n'est pas de produire des images de
coexistence, mais d'agir contre une réalité coloniale et génocidaire approuvée.

Le boycott culturel est l'outil de solidarité le plus concret.

Hala Alabdalla, Asmit Amiralay, Aude Fourel, Fatma Cherif, Muhammed Hamdy,
Aïda Ka'Adan, Farès Ladjimi, Narimane Mari, Monica Maurer, Nour Sabbagh, Ghassan
Salhab, Mohamed Soueid